

## *Document de presse*

---

13.05.04

### **LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT ENTAME LA DEUXIÈME PARTIE DE SA SESSION DE FOND DE 2004 EN ENTENDANT UNE DÉCLARATION D'ISRAËL**

La Conférence du désarmement a entamé, ce matin, la deuxième partie de sa session de fond de 2004, qui se tient à Genève jusqu'au 25 juin, en entendant une déclaration d'Israël. Le Président de la Conférence annonce pour aujourd'hui une séance officielle consacrée à la question de la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire.

Israël a fait part de mesures législatives qu'il a prises pour assurer le contrôle des exportations de tout matériel, technologie ou savoir-faire susceptible d'être utilisé pour l'élaboration d'armes de destruction massive. La Knesset a ainsi adopté, le 29 avril dernier, un nouveau décret sur le contrôle des exportations, qui entrera en vigueur le 1er juillet prochain.

Le Président de la Conférence, le Mexicain Pablo Macedo, a rappelé que le 25 mars, il avait proposé de consacrer des séances plénières officielles à un débat sur les questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence. Il a indiqué que la première de ces séances officielles se tiendra immédiatement après la séance officielle d'aujourd'hui et sera consacrée au premier point de l'ordre du jour, à savoir la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire.

Le Myanmar est brièvement intervenu pour apporter son soutien à l'initiative du Président visant à organiser des réunions officielles pour soutenir l'ordre du jour de la Conférence.

La Conférence, qui se réunit habituellement en séance publique le jeudi, décidera ultérieurement de la date de sa prochaine séance plénière, eu égard au fait que le jeudi 20 mai est un jour férié.

#### Déclarations

M. YAAKOV LEVY (Israël) a attiré l'attention sur les diverses évolutions récemment intervenues dans le domaine de la non-prolifération. Un réseau de prolifération nucléaire a été mis à jour, ajoutant une nouvelle dimension aux menaces pesant sur la paix et la sécurité internationales. Des violations se sont produites qui ont soulevé d'importantes questions quant à la capacité des mécanismes traditionnels de contrôle des armements. Aujourd'hui, il est clair que la menace de prolifération des armes de destruction massive n'émane pas seulement d'États mais aussi d'acteurs non étatiques. Il semble qu'il existe une menace croissante de voir les terroristes et d'autres acteurs non étatiques être en

mesure d'acquérir du matériel, des technologies et du savoir-faire sensibles en rapport avec les armes de destruction massive.

Étant l'un des pays confrontés à ces menaces, Israël apprécie les efforts déployés au niveau international pour identifier des mesures concrètes et effectives contre la prolifération des armes de destruction massive et, plus particulièrement, contre la menace croissante de voir des terroristes utiliser de telles armes. À cet égard, Israël se félicite de l'adoption à l'unanimité, par le Conseil de sécurité, le 28 avril dernier, de la résolution 1540 sur les armes de destruction massive, qui met une fois de plus l'accent sur la responsabilité internationale d'assurer qu'aucune matière sensible ne tombe entre de mauvaises mains. Cette résolution souligne en outre que la coopération internationale est essentielle pour combattre le trafic illicite d'armes de destruction massive, de missiles balistiques et de matériel y relatif.

Aussi, Israël a-t-il récemment pris des mesures législatives en faveur du contrôle des exportations de tout matériel, technologie ou savoir-faire susceptible d'être utilisé pour l'élaboration d'armes de destruction massive, a précisé M. Levy. Le 29 avril dernier, la Knesset a adopté un nouveau décret sur le contrôle des exportations, qui entrera en vigueur le 1er juillet prochain. Ce nouveau décret vise à interdire les exportations de biens et de services destinés à être utilisés dans le cadre de programmes d'armes de destruction massive et à établir un système de licence pour les exportations de biens, de technologies et de services à double usage. Afin d'assurer le respect des dispositions de ce décret, il a été décidé que toute violation de l'une quelconque de ses dispositions de fond ou toute violation de l'une quelconque des conditions énoncées dans les licences d'exportation concédées en vertu du décret serait considérée comme un délit pénal emportant une peine maximale de trois ans d'emprisonnement. Cette nouvelle législation place Israël sur un pied d'égalité avec les pays qui ont pris la tête de la lutte contre la prolifération et contre le terrorisme international, a déclaré M. Levy.

L'Ambassadeur israélien a par ailleurs souligné que, dans le domaine conventionnel, Israël accorde de l'importance aux efforts déployés au niveau mondial, y compris au sein des Nations Unies, afin de combattre et d'éradiquer le trafic illicite des armes légères et de petit calibre.

/...

\* \*\*\* \*